

Dans des posts sur ses comptes X, Telegram, Facebook et LinkedIn datés du 19 janvier 2024, Marion Maréchal cite mon nom et m'attribue des propos que je conteste. Afin de commenter le premier déplacement de la ministre de la culture Rachida Dati à Clichy-sous-Bois le 18 janvier en compagnie du président de la République, la candidate au Parlement européen dit : « *Comme le rappelle le sociologue Denis Merklen : nos centres culturels n'ont donc aucun effet inhibiteur voire pacifiant, au contraire, ils ne font que jeter de l'huile sur le feu en alimentant le ressentiment et la haine anti-française.* »

Marion Maréchal prétend ainsi disqualifier le rôle des institutions culturelles dans les quartiers d'habitat social et, plus précisément, auprès des classes populaires. En me citant, elle fait référence à certains de mes travaux, notamment aux livres *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques* et *Bibliothèques portes et ponts à la fois ?* (Presses de l'ENSSIB), ainsi que *Les indispensables* (Editions du croquant). Or à aucun moment je n'ai tenu des tels propos, ni dans mes travaux ni lors de mes interventions publiques, comme celle que j'ai pu faire le 6 décembre auprès de la Mission d'information sur les émeutes survenues en juin 2023, (Commission des lois du Sénat). Mes travaux ne donnent aucune place aux interprétations que la dirigeante de Reconquête fait de l'action des institutions culturelles ni de la conflictualité dans laquelle est engagée une partie des classes populaires, s'exprimant parfois lors des « *émeutes* » comme celle de juin dernier. Marion Maréchal interprète la conflictualité contemporaine comme une agression contre la communauté nationale de la part de corps étrangers. Rien dans mes recherches ne permet de soutenir des telles affirmations.

Nous nous réjouissons chaque fois que la sociologie et, plus largement, la recherche scientifique, est mobilisée par les femmes et les hommes politiques, qu'ils soient élus ou simples militants. La recherche est à sa place quand on la mobilise pour informer les politiques publiques, pour nourrir l'examen de la réalité, pour enrichir les débats ou les prises de décision grâce à l'intelligibilité que la recherche contribue à produire en se tenant aux règles qui contraignent son travail. Les universitaires doivent ainsi participer à la vie de la cité, et pas seulement auprès d'instances de gouvernement.

Nous acceptons pleinement ce devoir d'universitaires, mais la parole des chercheurs ne peut pas être instrumentalisée pour servir une idéologie mensongère.

Denis Merklen, professeur de sociologie, Université Sorbonne Nouvelle